



Hôpitaux Civils  
de Colmar

## ***Direction des Investissements et des Projets***

### ***Services Techniques***

## ***Remplacement d'ascenseurs aux Hôpitaux Civils de Colmar***

# **C.C.A.P.**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

## **TABLE DES MATIERES**

<b>ARTICLE 1 :</b>	<b>OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>2</b>
<b>ARTICLE 2 :</b>	<b>PIECES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 :</b>	<b>MODALITES PRATIQUES .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 :</b>	<b>GARANTIES ET ASSURANCES .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 :</b>	<b>PRIX .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 :</b>	<b>VARIATION DANS LES PRIX.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 :</b>	<b>AVANCE – DEMANDE DE PAIEMENT .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 :</b>	<b>PENALITES .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9 :</b>	<b>SOUS-TRAITANTS.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 10 :</b>	<b>CAUTIONNEMENT – RETENUES DE GARANTIE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 11 :</b>	<b>CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 12 :</b>	<b>LITIGES – RESILIATIONS .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 13 :</b>	<b>RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 14 :</b>	<b>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>11</b>

---

## ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

---

### 1.1 : Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent **le remplacement d'ascenseurs aux Hôpitaux Civils de Colmar.**

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et dans l'annexe n° 1 à l'acte d'engagement (DPGF).

### 1.2 : Mode de passation

Ce marché est instruit sous forme d'un marché à procédure adaptée, selon les articles R2121-1 à R2121-9, R2123-1 et R2131-12-2° du code de la commande publique.

### 1.3 : Décomposition en lots et tranches

Il n'y a pas de décomposition en lots, le candidat devant répondre à l'ensemble des prestations figurant dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement (DPGF).

### 1.4 : Prestations supplémentaires éventuelles

Cette consultation ne fait pas l'objet de prestations supplémentaires éventuelles.

### 1.5 : Variantes

Les variantes sont autorisées, les candidats peuvent présenter une offre comportant des variantes par rapport aux spécifications des cahiers des charges, mais ils doivent impérativement répondre à l'offre de base.

Les variantes devront être chiffrées séparément et devront, au minimum, respecter les caractéristiques figurant dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières. Seules les variantes plus performantes en termes de coût et de qualité que l'offre de base seront prises en compte.

### 1.6 : Quantités

Les quantités sont précisées dans la décomposition du prix global et forfaitaire (Annexe n° 1 à l'acte d'engagement).

### 1.7 : Maîtrise d'Oeuvre – Maîtrise de Chantier

Le Maître d'Oeuvre chargé de la direction et du contrôle des travaux est Monsieur l'Ingénieur en Chef des Services Techniques des Hôpitaux Civils de Colmar.

### 1.8 : Dispositions diverses

1.8.1 : Le présent marché ne comporte aucune exclusivité au profit de son titulaire pour la catégorie des travaux concernée. En particulier, les Hôpitaux Civils de Colmar se réservent la possibilité d'attribuer certains travaux par marché spécial, auquel le titulaire du présent marché peut concourir, ou de les faire exécuter en régie par ses propres services ouvriers.

1.8.2 : Les contraintes particulières aux travaux exécutés dans des bâtiments hospitaliers tenant en particulier à la continuité du fonctionnement du service public, sont censées être connues du titulaire du marché. Elles ne comportent d'autres conséquences que celles éventuellement prévues dans les modalités de règlement des travaux.

1.8.3 : Le titulaire du marché s'engage à exécuter dans le délai fixé par l'ordre de service les travaux d'extrême urgence au sens strict de ce terme, en particulier lorsqu'est en cause la sécurité des personnes ou des biens.

Par dérogation à l'article 52 du C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux, en cas de défaillance de l'entreprise, les Hôpitaux Civils de Colmar se réservent le droit de se substituer sans mise en demeure à l'Entrepreneur défaillant pour faire exécuter les travaux indispensables et urgents. Ces mesures sont notifiées à l'Entrepreneur, les travaux étant effectués à ses frais et risques.

---

## ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES

---

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

a) Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant,
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire (décomposition du prix global forfaitaire, annexe n° 1 à l'acte d'engagement),
- Le CCAP (\*),
- Le CCTP (\*).

(\*) les CCAP et CCTP sont à accepter sans aucune réserve ou modification par le titulaire.

b) Pièces générales :

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,
- le cahier des clauses techniques générales applicable aux prestations, objet du marché,
- le cahier des Charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) assorti des Cahiers des Clauses Spéciales en vigueur à la date de signature du marché, applicable aux prestations, objet du marché.

Ces derniers documents d'ordre général ne sont pas joints au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

---

## ARTICLE 3 : MODALITES PRATIQUES

---

Par dérogation aux articles 3.8.2 du CCAG/Travaux, tout ordre de service émis dans le cadre du présent marché sera applicable dès sa notification au titulaire.

### 3.1 : Délai d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est de 6 mois *maximum* à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de les démarrer.

Les travaux seront exécutés suivant un planning d'exécution établi par le Maître d'Ouvrage et approuvé par le titulaire.

Le délai d'exécution s'achève lorsque le Maître d'Ouvrage signe le procès-verbal de réception.

Pour le délai d'exécution, la semaine normale est comptée pour 7 jours calendaires. Les jours d'arrêt de travail par suite de force majeure dûment constatée seront déduits du délai d'exécution. L'entrepreneur ne pourra prétendre à aucune indemnité du fait de telles interruptions, mais il lui sera accordé une prolongation de son délai d'exécution d'une durée égale à celle des interruptions reconnues.

Conformément à l'article 18.2 du CCAG/Travaux, les Hôpitaux Civils de Colmar peuvent demander au fournisseur, par ordre de service, de prolonger le délai contractuel d'exécution. Aucune pénalité de retard ne sera appliquée dans ce cas.

### **3.2 : Organisation des travaux**

#### **3.2.1 : Conditions générales d'exécution des travaux**

La coordination des travaux est assurée par le Service Technique du Maître d'Ouvrage.

Le titulaire met en place les moyens qu'il juge nécessaires à la réalisation de la prestation.

Les travaux devront être exécutés dans les règles de l'art et selon les directives du technicien en charge du chantier.

Le titulaire du marché sera soumis aux dispositions du Code du Travail et devra respecter les règles de sécurité inhérentes à sa profession.

Le titulaire du marché ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en oeuvre notamment d'appareils thermiques ;
- l'exploitation normale du domaine public et des services publics ;
- l'exécution simultanée d'autres travaux.

Il devra en outre prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels et aux malades pendant la durée de l'opération à l'intérieur de l'établissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients correspondants.

L'attention de l'entreprise est tout particulièrement attirée sur les sujétions dues à la situation des prestations dans l'enceinte de zones hospitalières en activité, en particulier :

- les transports de matériels ne devront en aucune façon perturber la circulation,
- les accès aux locaux devront rester propres,
- d'une manière générale, toutes précautions devront être prises pour ne pas perturber les services des bâtiments en activité,
- les niveaux sonores ne devront pas excéder 50 décibels (dBa) pour les travaux diurnes et 30 (dBa) pour les travaux de nuit (de 19 H à 07 H).

Outre les facilités dont l'entreprise bénéficie pour l'installation des chantiers, le Maître d'Ouvrage fournit à titre gratuit les prestations suivantes :

- électricité
- eau

Toute difficulté rencontrée lors de l'installation sera immédiatement signalée au référent du Service Technique chargé du chantier. Ces difficultés pourront éventuellement modifier le plan d'implantation.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans un délai de 3 jours, à compter de la date de notification de la décision de réception, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder aux dégagements, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés.

En cas de retard, ces opérations seront faites, sans avis préalable aux frais de l'entrepreneur.

### **3.2.2 : Permis de feu**

Préalablement à toute intervention nécessitant des travaux de soudages ou de coupes au moyen d'appareillage électrique ou chalumeau, l'entreprise doit remplir un **permis feu** fourni par le PC sécurité de l'établissement.

### **3.2.3 : Plans d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détail**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calcul correspondantes à l'approbation du Maître d'Ouvrage.

### **3.2.4 : Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes, rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne pourra être supérieure à la limite fixée par la réglementation en vigueur.

### **3.2.5 : Sécurité et hygiène**

Les mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par les entrepreneurs, conformément à la législation en vigueur.

L'entrepreneur doit également, dans le cadre de son marché, l'ensemble des mesures particulières liées à la lutte contre les infections nosocomiales (confinement de la zone de travaux, évacuation des gravois...).

### **3.3 : Qualité des matériaux**

Les matériaux, éléments ou ensembles utilisés pour l'exécution des travaux, doivent être conformes aux stipulations contenues dans les pièces du marché, ainsi que dans les ordres de service, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiées par référence aux normes.

Tous les matériaux seront de la meilleure qualité dans l'espèce demandée.

L'entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour que la mise en œuvre des matériaux et produits satisfasse aux tolérances de fabrication et aux performances annoncées par les composants.

L'entrepreneur est tenu de produire, sur demande du Maître d'Ouvrage, toutes justifications de provenance et de qualité des matériaux, éléments ou ensembles.

### 3.4 : Nettoyage du chantier

- L'entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant (nettoyage journalier) et après l'exécution des travaux dont elle est chargée,
- L'entreprise a la charge de l'évacuation à la décharge de ses gravois au fur et à mesure de l'avancement du chantier,
- L'entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle a salies ou détériorées.

---

## ARTICLE 4 : GARANTIES ET ASSURANCES

---

### 4.1 Garanties

Garantie biennale :

Pendant deux (2) ans minimum après la réception définitive des travaux, le matériel sera considéré comme étant sous la garantie totale du fournisseur (pièces détachées, main d'œuvre et déplacement inclus) qui devra intervenir dans un délai à préciser en cas d'anomalie de fonctionnement, signalé par le service technique et/ou le service utilisateur. Ce délai ne pourra excéder 48 heures.

Pendant cette période, les interventions seront entièrement à la charge du fournisseur, qui sera tenu de fournir un compte rendu à chaque visite. Il pourra dans son offre, proposer une extension de garantie d'une durée de son choix.

Il devra être précisé les consommables d'entretien à la charge des utilisateurs dont le remplacement n'est pas inclus dans la garantie ou dans l'extension de garantie.

De plus, il fournira à la réception des travaux, les procédures de maintenance des installations et remplira les registres de contrôles situés en machinerie.

La date d'effet de la réception tient lieu de la date de départ des garanties.

### 4.2 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

Une attestation d'assurance, en cours de validité, établissant l'étendue de la responsabilité garantie sera fournie lors du dépôt du dossier de candidature.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire du marché doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir Adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

---

## ARTICLE 5 : PRIX

---

### 5.1 : Les prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Ils sont établis :

- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels quelle que soit leur intensité pour autant qu'ils ne soient pas constitutifs de force majeure,
- en supposant connues les sujétions qu'est susceptible d'entraîner :
  - d'une part, l'exécution simultanée de travaux sur plusieurs chantiers
  - d'autre part, l'exécution de travaux attribués sur le même site à des entrepreneurs relevant d'autres corps d'état
- en supposant connues les contraintes particulières aux travaux réalisés dans les services hospitaliers, tenant en particulier à la nécessaire continuité du service public.

Le titulaire s'engage à admettre le contrôle de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

## **5.2 : Le marché est passé à prix global forfaitaire**

Le prix forfaitaire comprend toutes les dépenses, charges et aléas résultant de l'exécution des travaux à quelque titre que ce soit, y compris toutes les sujétions particulières découlant de la nature des travaux, des lieux et des circonstances locales.

---

## **ARTICLE 6 : VARIATION DANS LES PRIX**

---

Les prix sont fermes, non révisables, pour la durée du marché.

---

## **ARTICLE 7 : AVANCE – DEMANDE DE PAIEMENT**

---

### **7.1 : Avance**

Le titulaire peut bénéficier d'une avance, calculée selon les modalités prévues aux articles R2191-3 à R2191-18 du Code de la Commande Publique, sauf refus express de celui-ci.  
Conformément aux articles R2193-1 à R2193-16 du Code de la Commande Publique, le sous-traitant bénéficiant du paiement direct aura la faculté de bénéficier d'une avance s'il en fait la demande dans l'acte spécial de sous-traitance. A défaut, les Hôpitaux Civils de Colmar considéreront qu'il ne souhaite pas en bénéficier.

Les modalités de versement de l'avance ainsi que les modalités de son remboursement s'effectuent selon les dispositions prévues aux articles R2191-3 à R2191-18 du Code de la Commande Publique.

### **7.2 : Facturation**

*Les prestations seront payées après service fait suivant les règles de la comptabilité publique.*

Les prix proposés devront faire apparaître le prix net H.T., le taux légal de la T.V.A., le prix T.T.C.

La demande de paiement portera notamment les mentions légales suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant,
- le prix figurant à la DPGF, annexe n° 1 à l'Acte d'Engagement,
- la date d'exécution des prestations.

Elle sera adressée aux Hôpitaux Civils de Colmar – Direction des Investissements et des Projets – Services Techniques, destinataires de la commande.

Des acomptes mensuels seront payés en fonction de l'avancement des travaux sans qu'ils puissent être supérieurs au montant des travaux exécutés.

En application des articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique et de l'arrêté d'application du 9 décembre 2016, est mis en place un système permettant de déposer, transmettre et réceptionner les factures sous format électronique : CHORUS PRO.

Les opérateurs économiques devront indiquer sur leurs factures le numéro de commande ainsi que le code service CHORUS **DIL8**.

Le tableau ci-dessous indique les informations requises pour créer et activer un compte CHORUS PRO :

Identifiant / raison sociale de l'établissement : <b>HOPITAUX CIVILS DE COLMAR</b> SIRET de l'établissement : <b>266 800 903 000 12</b> Code service : <b>DIL8</b>
--

---

## ARTICLE 8 : PENALITES

---

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux, les pénalités sont dues quelque soit le montant.

### 8.1 : Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de **350,00 Euros**.

Le retard sera calculé sur les délais fixés par l'ordre de service ou le calendrier contractuel d'exécution des travaux.

Pour le calcul, il faut entendre par délai contractuel le délai compris entre la date du début des travaux et la date de terminaison des travaux, sans neutraliser les diverses interruptions.

### 8.2 : Pénalités pour retard dans les levées de réserve

Si le titulaire du marché n'a pas remédié, dans un délai fixé par ordre de service, aux imperfections et malfaçons faisant l'objet des réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités seront appliquées par jour calendaire de retard, dans les conditions fixées à l'article 8.1 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.



### 8.3 : Autres pénalités

Des pénalités sont automatiquement appliquées dans les cas suivants.

	Désignation de la pénalité	Montant en €
1	Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite, par infraction constatée	350,00 €
2	Retard dans la remise des dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E.), par jour calendaire	350,00 €
3	Retard dans le nettoyage des locaux, par jour calendaire	350,00 €
4	Absence à une réunion de préparation, d'étude ou de coordination, par absence constatée	350,00 €
5	Non-retour des ordres de service dans un délai de 10 jours décompté comme précisé à l'article 3.2 du CCAG, par jour calendaire	350,00 €
6	Non-respect des règles de circulation et de stationnement, par infraction constatée	350,00 €

---

## ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANTS

---

### 9.1 : Généralités

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'obtenir des Hôpitaux Civils de Colmar l'acceptation de chaque sous-traitant, et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. Les modalités relatives à la sous-traitance sont définies aux articles R2193-1 à R2193-16 du Code de la Commande Publique.

### 9.2 : Modalités de paiement direct

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

---

## ARTICLE 10 : CAUTIONNEMENT – RETENUES DE GARANTIE

---

Conformément aux articles R2191-32 à R2191-44 du Code de la commande Publique, le présent marché comportant un délai de garantie, il est prévu une retenue de garantie de 5% du montant T.T.C. du marché, augmenté, le cas échéant du montant des avenants. Elle peut être remplacée au gré du titulaire, pendant toute la durée du marché, par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

A l'expiration du délai de garantie, les sûretés constituées seront libérées dans les conditions prévues par l'article R2191-35 du Code de la Commande Publique.

---

## ARTICLE 11 : CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

---

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages, prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou du C.C.T.P. sont assurés par l'entrepreneur à la diligence et en présence du Maître d'Ouvrage.

La réception des travaux est prononcée conformément aux dispositions des articles 41 et 42 du C.C.A.G. applicables aux marchés publics de travaux.

---

## ARTICLE 12 : LITIGES – RESILIATIONS

---

### 12.1 : Litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre les Hôpitaux Civils de Colmar et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée ou partielle, des prestations à effectuer.

Le marché étant passé selon les formes d'un contrat administratif par référence aux dispositions du Code de la Commande Publique, tout différend du fournisseur avec les Hôpitaux Civils de Colmar sera réglé suivant les voies contentieuses administratives.

Si l'affaire devait être portée devant le Tribunal, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents. Dans ce cas, il serait fait attribution de juridiction au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toute clause des conditions générales de vente du titulaire n'est applicable que dans la mesure où elle ne fait pas obstacle aux clauses contractuelles contenues, soit dans le présent acte, soit dans les autres documents contractuels énumérés à l'article 2 du présent CCAP.

### 12.2 : Résiliation

Conformément à l'article 50.4 du CCAG/Travaux, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de mettre fin à l'exécution des prestations du marché pour motif d'intérêt général.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de résilier le marché avec l'entreprise, en cas de :

- cession du marché ou de sous-traitance sans autorisation,
- fraude dûment constatée,
- abandon du chantier,
- règlement judiciaire ou faillite de l'entrepreneur,
- décès de l'entrepreneur.

En cas d'inexécution par le titulaire de ses obligations, les Hôpitaux Civils de Colmar se réservent le droit de mettre fin à tout moment à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celui-ci par une décision de résiliation qu'il y ait faute ou non du titulaire.

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire par référence à l'article 50.3 du CCAG/Travaux, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et de la sanction envisagée doit avoir été préalablement notifiée au titulaire. Celui-ci peut présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

Passé ce délai, et sans règlement à l'amiable du litige, la décision de résiliation du marché est notifiée en recommandé avec A.R. Dans ce cas, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Lorsque le titulaire a contrevenu aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

---

## ARTICLE 13 : RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

---

En conformité avec la Loi N° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, et dès lors que le contrat confie au titulaire l'exécution d'un service public, il est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Les Hôpitaux Civils de Colmar sont chargés du respect de cette loi et le contrôle s'effectue par tous moyens. En cas de non-respect, le titulaire recevra une mise en demeure et disposera d'un délai de quinze jours pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés, sous peine de résiliation pour faute sans indemnité.

---

## ARTICLE 14 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

---

La liste des articles auxquels le CCAP déroge est présentée dans le tableau ci-après :

<b>Articles du CCAG/TRAVAUX</b> auxquels il est dérogé	<b>Articles du CCAP</b> par lesquels sont introduites ces dérogations
<i>Art 3.8.2 Application des ordres de service</i>	<i>Art. 3 Modalités pratiques</i>
<i>Art 4.1 Pièces contractuelles – ordre de priorité</i>	<i>Art. 2. Pièces contractuelles</i>
<i>Art 9.2 Assurance</i>	<i>Art. 4.2 Assurances</i>
<i>Art. 18.1.1 Délais d'exécution – repliement des installations de chantier</i>	<i>Art. 3.1 Délais d'exécution et 3.2.1 Conditions générales d'exécution des travaux</i>
<i>Art. 19.2.1 Pénalités de retard et retenues</i>	<i>Art. 8 Pénalités</i>
<i>Art. 37.2 Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi</i>	<i>Art. 3 Modalités pratiques</i>
<i>Art. 52 Mesures coercitives</i>	<i>Art. 1.8.3 Défaillance entreprise – mise en demeure</i>

En outre, il sera dérogé au CCAG/Travaux en ce qu'il n'est pas compatible ou conforme avec le Code de la Commande Publique applicable à l'exécution du marché, lequel prévaut en cas de contradiction.